

Métamorphoses, convergences et conflits

à propos des implications plurielles
dans les luttes migratoires



© Laurent Gilson

Le livre « Migrations : du mépris aux mobilisations solidaires » n'entend pas uniquement questionner les trajectoires d'implication auprès des exilés. Il se propose aussi, modestement, de discuter des articulations possibles – ou non – entre les différents modes d'engagement, et leurs déplacements, dont il brosse un tableau nécessairement parcellaire. Dans quelle mesure les parcours de celles et ceux qui œuvrent pour davantage de solidarité avec les exilés se transforment, au point parfois de basculer dans des modalités de luttes plus radicales ? Comment la multiplicité d'acteurs (humanitaires, militants, citoyens, associatifs, etc.), leurs méthodes souvent antagonistes, et la diversité des horizons politiques associés à leurs postures respectives parviennent-ils à coexister au sein du même champ de lutte ? Issues de la conclusion de notre ouvrage, les quelques lignes qui suivent tentent d'apporter des pistes de réponses à ces questions à partir de nos rencontres avec des personnes engagées.

par Laurent Gilson et Chloé Allen

note 1 - Le présent texte est un remaniement de la conclusion du livre « Migrations. Du mépris aux mobilisations solidaires ». Si beaucoup de paragraphes ont été modifiés et augmentés, certains passages ont été gardés à l'identique compte tenu de leur pertinence pour le présent article. Cf. Allen, C., Briké, X., Gilson, L., 2022, Migrations. Du mépris aux mobilisations solidaires. Louvain-la-Neuve, Academia, coll. « Transitions sociales et résistances », pp. 285-302

Entre sentiment d'impuissance et désirs de transformation

Avec l'exacerbation de la « crise de l'accueil », de nouveaux acteurs ont investi le champ des luttes se rapportant à la cause migratoire. Si les dénominations pour les qualifier sont plurielles – « bénévoles », « volontaires », « résistants », « citoyens solidaires », « militants » ou « aidants » –, la complexité de leurs trajectoires, leurs enchevêtrements et leurs bifurcations successives témoignent surtout de la plasticité de leurs modes d'engagement. Tant et si bien que les grilles de lecture dualistes opposant l'assistance humanitaire à l'activisme politique, l'engagement idéologique à l'aide pragmatique en sont rendues caduques. En effet, un grand nombre de nos interlocuteurs relatent combien leur positionnement n'a cessé d'évoluer au gré de leurs rencontres sur le terrain. C'est que la confrontation à long terme à la violence des autorités non seulement envers les personnes impliquées auprès des migrants (en manifestations, lors de distributions de vivres, au cours d'actions politiques, etc.), mais aussi et surtout à l'égard des exilés (destruction d'objets personnels, arrestations arbitraires, traitements dégradants, insultes racistes, violences physiques, etc.), ne laisse pas indemne et force les « solidaires » à questionner le sens, les risques et l'efficacité de leur engagement.

Bien plus, il leur faut également composer avec le coût moral que représentent les échecs récurrents des actions collectives de solidarité et des accompagnements individuels, les impasses des logiques humanitaires, les refus en cascade des demandes d'asile des personnes qu'ils avaient pourtant suivies de longue date, les changements de politiques au niveau local ou national qui ruinent leurs efforts, mais

aussi les morts toujours injustes. Épuisés par leurs combats, les situations violentes auxquelles ils font face et un sentiment d'impuissance grandissant, certains « engagés » sombrent dans l'effondrement physique et psychique. D'autres claquent la porte afin de préserver leur santé mentale, tandis que d'autres encore choisissent de se retirer de la lutte « en première ligne » pour relocaliser leur action dans des tâches connexes, moins demandeuses bien que tout aussi indispensables (réseautage, écriture de plaidoyers politiques, relais d'informations, etc.). Mais il est d'autres personnes qui, elles, basculent dans des trajectoires d'engagement nettement plus radicales. Ce sont ces bifurcations que nous souhaitons interroger.

Bifurquer au risque d'une métamorphose radicale

L'accumulation de doutes et de contraintes peut conduire à remettre en question le cadre de l'action politique. Se sentant impuissants ou limités, nos interlocuteurs en viennent à envisager d'autres manières de s'impliquer dans les luttes migratoires, sans toutefois mettre effectivement ce projet en œuvre. C'est généralement sur ce terrain psychique empreint d'incertitude et de frustration que se précipite la bifurcation dans une trajectoire plus radicale à la faveur d'un événement au caractère bouleversant, tel qu'un décès, un échec supplémentaire, une arrestation de trop. La goutte qui fait déborder le vase, en somme.

L'accumulation de doutes et de contraintes peut conduire à remettre en question le cadre de l'action politique.

L'engagement sur le terrain nourrit des analyses spontanées de la situation migratoire, lesquelles peuvent renforcer à leur tour une posture qui tend vers une radicalité plus prononcée dans les actions menées. Les oscillations de cette dialectique produisent ainsi des déplacements conséquents, et parfois très rapidement, chez certains de nos interlocuteurs qui se disaient pourtant apolitiques quelques mois auparavant. Ainsi, la rhétorique moraliste et compassionnelle (« les manquements honteux de l'État » ; « le sauvetage inconditionnel des victimes de la mondialisation ») se transforme progressivement en une critique plus incisive du caractère *structurel* des mécanismes d'exclusion et de domination qui pèsent à tous les étages sur les populations étrangères. Il arrive même que des liens soient faits entre les politiques migratoires actuelles qui frappent de plein fouet les exilés nouvellement arrivés sur le territoire belge et les traitements de l'État réservés aux familles qui vivent dans la précarité en Belgique depuis plusieurs générations. Les violences infligées aux migrants se réfléchissent dans le vécu des jeunes des quartiers populaires, notamment dans leurs interactions avec la police, dont la visibilité est assurée par les collectifs locaux. Le passé colonial du Royaume rejaillit à nouveaux frais dans l'actualité et les mobilisations – grâce en particulier aux groupements actifs de longue date sur ces questions – à l'heure où des centaines de personnes racisées sont contraintes de dormir dans les rues de Bruxelles et de se cacher pour éviter les arrestations, les enfermements, les rafles, les expulsions et autres violences étatiques. Au fond, la crise de l'accueil aura jeté un nouveau regard sur le racisme historiquement constitué et politiquement cristallisé qui trace les contours de la condition contemporaine de l'exilé. Ainsi,

au contact de la réalité du terrain et en discutant avec d'autres militants, nos enquêtés ont vu s'éroder les présupposés fondamentaux qui structuraient auparavant leur vision de monde, tels que l'impartialité des institutions, la neutralité du droit, la proportionnalité des interventions policières, la nécessité du consensus ou encore l'égalité devant la loi.

Cette métamorphose des visions du monde va de pair avec l'avènement de nouveaux modes opératoires sur le terrain. C'est ainsi que des trajectoires de contestation auparavant inscrites dans des cadres « conventionnels » versent dans un engagement dit « plus radical » (ouverture et défense de squats, systématisation de l'aide au passage de frontière, organisation et participation à des événements de protestation spontanée, occupations de lieux publics, surveillance et dénonciation des actions de la police, etc.). Cette posture implique par ailleurs une confrontation plus franche avec les institutions étatiques, en particulier policières et judiciaires, ce qui constitue une nouveauté pour bon nombre de ces acteurs issus des franges plutôt aisées de la population belge. Certains se verront arrêtés et enfermés en raison de leur implication dans des actions solidaires (voir par exemple le « procès des hébergeurs », aussi dénommé « procès de la solidarité » qui s'est déroulé de 2018 à 2021), d'autres n'hésiteront pas à entrer en conflit direct avec la police lors d'actions sur le terrain (manifestations, maraudes, etc.) et subiront pour la première fois des violences répressives. Ces épisodes peuvent contribuer à façonner un rejet total des institutions et participer dès lors à un renforcement des désirs de radicalité, telles des bascules vers une « radicalité de durcissement » [Ripoll, 2008, p. 93].

L'entrée dans une telle trajectoire d'implication participe à un bouleversement généralisé de la vie quotidienne dont les conséquences psychiques et sociales ne sont pas à sous-estimer : amitiés rompues sur fond de désaccords politiques, nouveau mode de vie en cohérence avec ses idéaux, changement de parcours professionnel pour investir plus de temps dans son engagement, adhésion à de nouvelles structures formelles et informelles, etc. Bien entendu, la vitesse, l'intensité, les directions et les débouchés de ces processus de transformation au contact du terrain demeurent tributaires d'un enchevêtrement de « dispositions » [Mathieu, 2010], à la fois idiosyncrasiques et collectives, biographiques et politiques. Ils constituent néanmoins une réalité vécue par de nombreuses personnes engagées, lesquelles n'hésitent d'ailleurs pas à parler d'un véritable « basculement ».

Engagement et santé mentale

Ce cheminement se fait aussi au gré de conversations tendues, de revendications frustrées, de « culs-de-sacs » d'agirs possibles si ce n'est ceux du quotidien. Face à la violence classificatoire des politiques dites d'accueil, du contrôle et de la répression des personnes sans-papiers, beaucoup de personnes impliquées sur le terrain traversent des périodes de souffrances psychiques. Exposées à la violence vécue par d'autres, ces personnes sont affectées par ce qui est appelé un « stress vicariant » ou traumatisme « par procuration ». Un stress résultant de l'engagement empathique auprès de survivants de violences, « caractérisé par une perturbation de l'identité, de la vision du monde et de la spiritualité, composantes essentielles du cadre de référence de la personne » [Pearlman, 1995, p. 26]. Si le sentiment de faire partie d'un mouvement

plus grand peut soulager, ces personnes expliquent toutefois souffrir d'un sentiment d'impuissance, une remise en question profonde de leur système de valeur et une perte confiance dans le système étatique. L'État perd pour bon nombre d'entre elles une de ses fonctions essentielles : celle de sécuriser.

Ce phénomène à la fois psychique et systémique n'est pas nouveau, il affectait majoritairement les professionnels du soin : psychologues, infirmiers, travailleurs sociaux, entre autres. Ce basculement idéologique et ces bifurcations coûtent à celles et ceux qui les traversent, mais nous observons sur le terrain la formation de nouvelles amitiés, d'alliances et de soutien. Des groupes de réflexion se créent pour penser le soin des acteurs de première ligne, des méthodes pour tenir dans la durée. Cette articulation entre engagement, bifurcation et *care* pose des questions essentielles pour le devenir de nos sociétés. Suite à la pandémie, elle se pose d'autant plus pour le personnel soignant souffrant d'isolement, d'épuisement et de perte de sens. Comment se mobiliser collectivement ? Quel soin, quelle cicatrization possible pour les violences présentes et celles du passé ? Quelles postures et quelles pratiques pour imaginer un changement radical ?

Le moment *Refugees Welcome* a projeté de nouveaux acteurs au cœur d'enjeux sociaux dont ils étaient auparavant éloignés ou protégés. Pour beaucoup d'entre eux, il a fallu trouver la juste place au gré d'essais et d'erreurs entre la posture du « sauveur » ou celle de l'allié politique. Le sauveur est souvent la personne qui, convaincue de son indispensabilité au groupe est aux prises de l'urgence d'agir. Justicier, il s'empare souvent de la place de premier plan, en tirant un bénéfice moral symbolique. Son besoin de sauver l'amène souvent à

l'épuisement et installe un rapport de dépendance renforçant les violences structurelles parfois contre son gré. Les discussions et parfois la cohabitation entre les hébergeurs, sans-papiers, militants, exilés les amènent à questionner ces liens entre les relations d'aide et de pouvoir. Certaines personnes revendiquent dès lors une posture d'allié, de soutien de seconde ligne aux luttes de premières personnes concernées. D'autres proposent un rapport à l'autre qui va au-delà de l'alliance entre personnes privilégiées et personnes minorisées : la posture de « traître ». Ce terme commence à être réapproprié pour désigner le positionnement politique de personnes refusant et combattant les systèmes qui leur octroient du pouvoir. Elles choisissent ainsi de se comporter en traître à sa classe, sa race, son genre (entre autres), cette fois-ci pour marquer une rupture avec les systèmes de domination qui les privilégient. Cette bifurcation propose alors un rapport à l'autre radicalement différent que celui de la victimisation, permettant d'imaginer le *care*, l'horizontalité et l'égalité comme devenir commun.

Nos enquêtes ethnographiques montrent combien la reconnaissance mutuelle de l'autonomie des groupes et personnes impliquées dans leurs combats contribue à enrichir les espaces de contestation en y injectant une créativité effervescente.

Convergence, autonomie et réflexivité : quels enjeux ?

Quiconque est impliqué dans le monde militant et associatif relatif à la migration l'aura constaté : il existe une pluralité de modes d'engagement, chacun étant attelé à un corpus théorique, à un horizon politique ainsi qu'aux méthodes d'action qui en découlent. L'étendue de ce nuancier est telle qu'elle pose la question de l'articulation de ces différents degrés d'implication au sein d'un même champ de luttes et de revendication, dans la mesure où l'hétérogénéité des répertoires d'action n'est pas sans effets sur la mise en œuvre concrète de pratiques contestataires. Sur le terrain, les tensions entre les différents protagonistes mobilisés ne sont pas rares. Ces querelles tiennent tantôt à des conflits d'objectifs aux niveaux stratégiques et tactiques, tantôt à des divergences d'idéaux politiques, tantôt encore à des décalages et à des incompréhensions entre des modes organisationnels et plus simplement entre des « manières de faire ».

Contrairement aux discours conventionnels qui n'ont de cesse d'appeler à l'union de l'ensemble des activistes derrière une même cause fédératrice sans tenir compte de la multiplicité des points de vue et des revendications, nos enquêtes ethnographiques montrent combien la reconnaissance mutuelle de l'autonomie des groupes et personnes impliquées dans leurs combats – à commencer par les premiers concernés, à savoir les migrants et sans-papiers, dont les luttes doivent demeurer au premier plan [Toledo de Suza et Corsini, 2014] – contribue à enrichir les espaces de contestation en y injectant une créativité effervescente. Il est cependant évident que certains groupes disposent de plus de moyens (subsidés financiers, reconnaissance publique, accès aux médias,

etc.) pour mener leurs actions eu égard à leur conformité aux codes de l'espace public dominant. D'où la nécessité de soutenir concrètement les initiatives minoritaires, lesquelles émanent bien souvent des groupes les plus marginalisés contraints de redoubler d'originalité et de pugnacité pour mener leurs combats ; et ce d'autant plus lorsque ces luttes sont immédiatement aux prises avec des questions de survie quotidienne, comme par exemple les actions conduites par les sans-papiers.

En d'autres termes, accorder un principe d'autonomie qualitative aux différentes luttes migratoires – dans leurs moyens, leurs situations, leurs modes opératoires et leurs fins – revient à abandonner le fantasme chimérique d'une unité transcendant les clivages et les positions de chacun au nom d'une hiérarchie des enjeux qui prévaudrait en toutes circonstances. Tout au contraire, les convergences sont et resteront fonctions de conjonctures dont le caractère toujours situationnel définit instantanément les modalités et les conditions de leurs agencements. Pareille perspective invite finalement à la recherche d'une « stratégie frontalière » [Khiari, 2012], c'est-à-dire à la reconnaissance de la singularité des espaces-temps, des modes organisationnels et des intérêts propres à chaque groupe. De sorte que les alliances – possibles et souhaitables – ne puissent faire l'économie d'un travail de réinvention permanente de leurs articulations au gré des enjeux du moment.

De plus, les récits de nos interlocuteurs et notre implication sur nos terrains respectifs mettent l'accent sur la nécessité pour les groupes mobilisés d'interroger leurs dynamiques de fonctionnement interne, inhérentes aux logiques de *positionnalité*. Car se déclarer « humaniste » ou « universaliste » ne suffit pas à évacuer mécaniquement toute reproduction des

schèmes de domination au sein des luttes – bien au contraire –, et ce, qu'il s'agisse de sexisme, de racisme, de classisme ou de toutes autres formes de discrimination. Les collectifs les plus ouvertement politisés, et donc les plus censément sensibilisés à ces sujets, ne font d'ailleurs pas exception [Dunezat et Gareland, 2013]. Sans surprise, la mise en exergue de ces enjeux émane le plus souvent des personnes elles-mêmes concernées par ces discriminations. D'où l'intérêt de travailler à l'élaboration de dispositifs de régulation et d'inclusion à un niveau *micropolitique* [Vertongen, 2014], qui favorisent et légitiment l'expression de paroles « minoritaires » – au sens de Deleuze et Guattari (1980) – afin de jeter les bases d'une démarche collective de déconstruction des postures paternalistes, infantilistes, misérabilistes ou dirigistes. Quoique source de conflictualité et de litiges, le travail de déconstruction (jamais pleinement atteinte, mais toujours à l'horizon), aussi bien des comportements sur le terrain que des structurelles relationnelles qui les produisent, n'en demeure pas moins essentiel. Non qu'il relèverait d'une injonction purement morale visant à atténuer quelque sentiment de culpabilité, mais bien plutôt parce qu'il tend à désamorcer des attitudes et des actes susceptibles de constituer des obstacles relationnels supplémentaires dans le parcours des exilés. Autrement dit, la déconstruction entretient un épaississement critique des postures vectrices de déplacements, rendant l'action d'autant plus efficace sur le terrain qu'elle gagne en réflexivité dans les têtes [Matthys, 2018].

Se déclarer « humaniste » ou « universaliste » ne suffit pas à évacuer mécaniquement toute reproduction des schèmes de domination au sein des luttes...

A propos d'un moment

Le Belgique a connu ses propres moments de convergence dont on a pu mesurer l'efficacité. Pour ne citer qu'un exemple, en janvier 2018, était mise sur la table une proposition de loi du gouvernement fédéral belge, émanant des partis de droite et d'extrême droite alors au pouvoir, et visant à introduire la possibilité pour la police de pénétrer dans le lieu de résidence de personnes en séjour dit « illégal » afin de faciliter leur expulsion (la fameuse affaire des « visites domiciliaires »). Outre les oppositions partisans au niveau fédéral, on a pu assister à une convergence de collectifs de sans-papiers immédiatement concernés par cette question, d'hébergeurs solidaires sensibilisés à la thématique des expulsions compte tenu de leurs expériences récentes dans l'accueil de migrants, des associations issues de plusieurs secteurs du social-santé et de l'aide humanitaire, ou encore de groupes militants antiracistes et décoloniaux dénonçant de longue date la violence de ces procédures (notamment en référence au meurtre de Semira Adamu en 1998, dont on commémorait à l'époque les vingt ans). Ces alliances et ces connexions éphémères se sont opérées non seulement lors de mobilisations symboliques, mais aussi – et surtout – au niveau local, en sensibilisant des habitants et en faisant pression sur des majorités communales pour qu'elles adoptent une motion de rejet (plus d'une centaine de communes ont ainsi émis un avis négatif sur ce projet de loi). Elles ont de surcroît été rejointes par des groupements militant pour le droit au logement et, à plus forte raison, contre les contrôles domiciliaires alors déjà en vigueur pour les allocataires sociaux et les chômeurs. Des guides pratiques de résistance ont été élaborés et distribués.

Progressivement, les dénonciations publiques s'étendent par-delà le sujet des visites domiciliaires et concernent désormais les centres fermés où sont placées les personnes en attente de leur expulsion et la violence des actions policières qui visent les lieux publics où vivent les migrants sans lieu de résidence.

Ce projet de loi a par ailleurs très rapidement fait écho à l'arrestation de quatre hébergeurs – et pour certains d'entre eux le placement en détention préventive – quelques mois auparavant, en octobre 2017, car poursuivis pour trafic d'êtres humains et organisation criminelle. Aux mobilisations contre les visites domiciliaires s'adossera ainsi une critique de la judiciarisation de l'aide aux exilés, permettant du même coup une forte médiatisation de cette affaire allant de pair avec une multiplication des soutiens dans l'opinion publique qui contribuera à renforcer le mouvement. Dans la foulée, cette effervescence a permis de redynamiser la campagne des « communes hospitalières », laquelle cherche à améliorer localement les conditions d'accueil pour les étrangers en situation irrégulière (migrants en transit ou sans-papiers installés) via le vote d'une motion au conseil communal. Ainsi, diverses luttes convergent en même temps que leurs acteurs, emportés par cette dynamique d'opposition généralisée à la criminalisation de la solidarité. Partout en Belgique, des événements contestataires, des interpellations publiques et des initiatives de terrain regroupent des personnes aux statuts, aux visions, aux champs et méthodes d'action distincts, voire antagonistes. Des rencontres ont lieu, tandis que des liens insoupçonnés prennent timidement forme. Tant et si bien qu'en septembre 2018, le projet de loi sur les visites domiciliaires est finalement « mis au frigo ». Mais pour combien de temps ?

La réinvention comme horizon

Le moment *Refugees Welcome*, élan aux ancrages pluriels, a proposé des réponses protéiformes à ce qui fut appelé la « crise de l'accueil » de 2015. Depuis, nous avons traversé une « crise sécuritaire », une « crise sanitaire », et nous sommes maintenant au cœur d'une « crise énergétique » qui annonce déjà les lourdes conséquences d'une future « crise économique ». Ce vocabulaire alarmiste, dont l'exemple le plus évident est celui du discours du président français Emmanuel Macron « Nous sommes en guerre ! » (16 mars 2020) au début de la pandémie, pousse les acteurs du changement à adopter une posture de résistance. La résistance est comprise ici au sens matériel du terme – celui de *tenir, d'empêcher* – tel un matériau refusant de plier sous le poids ou la pression. Qu'il s'agisse du personnel soignant des hôpitaux, des travailleurs sociaux, militants sans-papiers, des hébergeurs ou *No borders*, tous résistent et tentent construire des alliances, des espaces qui tentent de repousser la déshumanisation et l'isolement.

Parfois les solidarités et les affinités d'hier se consolident ou s'adaptent. Certains hébergeurs ont cohabité avec des personnes exilées pendant les longs mois de la pandémie pour les mettre à l'abri des contrôles policiers et soutenu les campagnes de régularisation de personnes sans-papiers. Une cuisine mobile de distribution de nourriture formée dans le campement de Calais perdurait son travail dans les rues de Bruxelles en 2020. La campagne « Réquisition solidaire » composée de personnes de tout horizon s'est organisée pour occuper des bâtiments vides et reloger des personnes sans-papiers, SDF ou précarisées par la pandémie.

Les militants sans-papiers ont par ailleurs mené une grève de la faim qui a mobilisé un large soutien cherchant à trouver des brèches et ouvrir de nouvelles jurisprudences.

Ces engagements du quotidien et luttes pour la vie butent sur une autre résistance qui prend ici plutôt la forme d'un barrage, d'une frontière ; celle d'un État qui s'arrête à ce que Balibar appelle une vision « autoritaire et abstraite » de la citoyenneté. Selon lui, cette vision s'en tient toujours en dernière analyse à l'axiome étatique « la loi c'est la loi », qui présume l'omniscience des administrations et l'illégitimité du conflit. » [Balibar, 2001, p.91]. C'est de cette conception statique qu'il est question lors du refus de négociation du Secrétaire d'État à l'Asile et de l'immigration, Sammy Mahdi, pendant la grève de la faim pour la régularisation des sans-papiers de l'église du Béguinage à Bruxelles pendant l'été 2022. Cependant, l'enjeu est de taille : celui de vie d'hommes, de femmes et d'enfants dont l'existence sur le territoire est illégalisée, poussés à tenir debout entre la vie et la mort [Ajari, 2019]. Ceux qui s'engagent à leurs côtés, mais plus largement toutes les personnes qui luttent pour défendre les territoires du social sont aux prises avec ces violences. Comment sortir des ripostes et de l'urgence ? Comment construire collectivement au vu des défis à venir ? Avec cet ouvrage, chacun des collectifs et individus que nous avons rencontrés propose une mosaïque de manières d'agir, une respiration, un temps de pause pour observer ce qui se trame derrière l'urgence du quotidien. Comme le mentionne Élie impliquée dans les camps à Calais, « *La solidarité peut prendre des tas de formes différentes, à nous tous et toutes, ensemble, de les réinventer* »

Bibliographie

- Ajari Norman, *La Dignité ou la mort. Éthique et politique de la race*. Paris, Éd. La Découverte, coll. Les Empêcheurs de penser en rond, 2019, 324 pages. Questions de communication, 37, 406-411.
- Balibar, É. (2001). *Nous, citoyens d'Europe: Les frontières, l'État, le peuple*. La Découverte
- Deleuze G., Guattari F. (1980), *Mille plateaux. Capitalisme et schizophrénie 2*. Paris : Minuit, Coll. « Critique ».
- Dunezat X., Galerland E. (dir.) (2013), « Les conflits dans les mouvements sociaux », *Raison présente*, n° 186, Nouvelles éditions rationalistes
- Khiari, S. (2012) « Nous avons besoin d'une stratégie décoloniale », dans Félix Boggio Éwanjé-Épée et Stella Magliani-Belkacem [coord. par], *Race et capitalisme*, Paris, Éditions Syllepse.)
- Mathieu, L. (2007). « Les mobilisations improbables : pour une approche contextuelle et compréhensive ». In S. Cadiou, S. Dechezelle et A. Roger (dir.), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes* (pp. 187-198). Paris : L'Harmattan.

Matthys J. (2018) « De la convergence des luttes à la lutte des convergences Réflexions sur l'intersectionnalité et l'autonomie des luttes », *Actions Recherches Culturelles – Culture et Société*, analyse n°8, [en ligne sur culture.be](http://enligne.culture.be)

Pearlman L. A., & Saakvitne, K. W. (1995). *Trauma and the therapist: Countertransference and vicarious traumatization in psychotherapy with incest survivors*. W W Norton & Co.

Ripoll, F. (2008), « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine ». *Espaces et Sociétés*, 134(3), 83-97.

Toledo de Souza, F. et Corsini, L. (2014). « La lutte des réfugiés. Entre droit de fuite et droit de rester », *Multitudes*, 56(2), 122-131.

Vertongen, Y. (2014). « L'invention démocratique dans les pratiques minoritaires. Le comité d'Actions et de Soutien aux sans-papiers ». *Multitudes*, 55(1), 193-201.



par Chloé Allen

Doctorante en anthropologie
(LAAP – Laboratoire d'Anthropologie Prospective – UCLouvain)

et Laurent Gilson

Doctorant en anthropologie
(LAAP – Laboratoire d'Anthropologie Prospective – UCLouvain) et photographe